

**DOCUMENT DE LA BANQUE EUROPÉENNE
POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT**

STRATÉGIE POUR LE MAROC

**RAPPORT SUR L'INVITATION
DU PUBLIC A COMMENTER**

Les traductions du texte original du document sont fournies par la BERD uniquement pour plus de commodité. Bien que la BERD ait pris toutes les précautions nécessaires pour assurer l'authenticité des traductions, elle ne saurait en garantir ou en endosser l'exactitude. Le lecteur se fie à l'une quelconque de ces traductions à ses propres risques. En aucune circonstance, la BERD, ses employés ou ses intermédiaires ne seront tenus pour responsables vis-à-vis du lecteur ou toute autre personne pour une inexactitude, une erreur, une omission, une suppression, un vice et/ou une modification du contenu de la traduction, indépendamment de la cause, ou pour un quelconque préjudice en découlant. En cas de disparité ou de contradiction entre l'original en anglais et la version traduite, l'original en anglais fait foi.

1. INTRODUCTION

L'objectif de ce rapport est de résumer les principaux commentaires qui ont été reçus par le public et la société civile pendant la période de consultation de la première stratégie de la Banque pour le Maroc, et fournir les réponses de l'équipe de direction de la Banque à ceux-ci. Les commentaires reçus pendant la période de consultation ont été revus par l'équipe de direction de la Banque et reflétés comme nécessaire dans la Stratégie.

En conformité avec la Politique d'Information Publique (PIP) de la BERD, le projet de Stratégie pour le Maroc a été publié sur le site web de la BERD en anglais et en français pendant 45 jours calendaires. Le public fut invité à soumettre ses commentaires sur le projet de Stratégie entre le 5 décembre 2014 et le 19 janvier 2015.

L'information concernant le processus de consultation publique a été publiée sur une page web de la BERD dédiée «Have your say», page qui liste les opportunités offertes au public de commenter sur les politiques et les stratégies de la Banque en cours d'élaboration. En complément, des notifications spécifiques concernant le processus de consultation ont été envoyées aux organisations locales et internationales représentant la société civile qui avaient exprimé un intérêt pour le travail de la Banque dans le pays. L'initiative de ce processus de consultation fut aussi annoncé sur les sites Facebook et Twitter.

Afin de recueillir les informations nécessaires au développement de la première stratégie pour le Maroc, la BERD a organisé le 24 avril 2014 à Casablanca une réunion consultative avec la société civile ([sigle]) avec pour objectif de discuter les activités en cours et à venir de la Banque dans le pays. 24 personnes représentant 18 organisations de la société civile participèrent à cette réunion. Celle-ci fut présidée par le représentant local de la BERD au Maroc en présence d'économistes, d'experts genre et d'experts en matière d'assistance aux Petites et Moyennes Entreprises (PMEs) de la BERD. Un compte rendu de la réunion et la liste des organisations présentes sont fournies en annexe à ce rapport.

Un seul commentaire écrit a été reçu pendant la période de consultation.

2. COMMENTAIRES PUBLIQUES ET REPONSES DU PERSONNEL

| Reference | Commentaires | Réponse de la BERD |
|--------------------|--|--|
| Contexte politique | | |
| | <p>Il a été recommandé à la BERD d'intégrer dans sa stratégie la problématique du Sahara Occidental au sein d'une section séparée de l'évaluation politique.</p> | <p>Dans sa méthode d'analyse des progrès faits en matière politique, la Banque applique ses Procédures d'Implémentation des Aspects Politiques du Mandat de la BERD (<i>Procedures to Implement the Political Aspects of the Mandate of the EBRD</i>). Cette méthodologie en matière politique est accessible à l'adresse suivante: http://www.ebrd.com/documents/comms-and-bis/pdf-political-aspects-of-the-mandate-of-the-ebrd.pdf.</p> |
| | <p>La BERD a été encouragée à revoir l'engagement des autorités marocaines en termes d'amélioration des droits de l'homme et droit politique en écho aux inquiétudes liées à la protection des droits de l'homme. Pour l'analyse des problèmes liés aux droits de l'homme, il a été recommandé à la BERD de consulter en outre les rapports publiés par Human Rights Watch, le Robert Fitzgerald Kennedy Center for Justice and Human Rights, le département d'Etat des Etats-Unis, Amnesty International, Moroccan Association of Human Rights, UN Special Rapporteur on Torture et Other Cruel, Inhuman and Degrading Treatment or Punishment.</p> | <p>Pour élaborer son évaluation politique, la BERD a tenu des réunions avec différentes parties intéressées par ce dossier, au Royaume du Maroc et à l'étranger. La Banque a aussi consulté des ONGs locales et internationales qui couvrent les développements dans cette région. Selon cette méthodologie politique, les sources d'information pour l'analyse politique incluent entre autre les rapports des agences des Nations Unies, des Rapporteurs Spéciaux, du Conseil de l'Europe et de l'Union Européenne.</p> |
| | <p>Tout en reconnaissant que le Maroc défend le principe d'autonomie du Sahara Occidental sous l'autorité marocaine, et que le Front Polisario aspire à son indépendance, la Stratégie pourrait aussi rappeler que les deux parties ont accepté d'organiser un referendum sur l'indépendance dans le cadre de l'accord signé en 1991 sous l'égide des Nations Unies. Différents observateurs indépendants</p> | <p>Le Banque suit de façon étroite les développements politiques dans les pays où elle opère et tient à jour, lorsque nécessaire le Conseil d'Administration de la BERD, par oral ou écrit. Les Stratégies Pays n'ont pas vocation à fournir une analyse détaillée de la situation politique mais une vue d'ensemble des progrès faits par les pays d'opération en terme de démocratie</p> |

| | | |
|--|---|--|
| | <p>rapportent que le Maroc n'a pas permis l'organisation d'un tel referendum sur l'auto-détermination, qui est central à l'avancée des discussions sur la paix menées par les Nations Unies entre le Maroc et le Front Polisario.</p> | <p>multipartite, de pluralisme et d'économie de marché.</p> |
| | <p>Il a été demandé à la BERD de clarifier dans sa Stratégie sa position sur de possibles investissements au Sahara Occidental.</p> | <p>La Banque n'a pas l'intention d'investir au Sahara Occidental durant la période de cette Stratégie Pays.</p> |
| | <p>Selon des organisations représentant la société civile, les revenus obtenus des ressources naturelles présentes au Sahara Occidental biaisent l'analyse des prospects économiques au Maroc pour les investisseurs.</p> | <p>La Banque prend note de ce commentaire. Pour l'analyse macroéconomique des pays où elle intervient, la BERD utilise les informations disponibles comme des statistiques officielles ainsi que les rapports du FMI et de la Banque Mondiale.</p> |

Compte-rendu de la réunion de la BERD avec la société civile - le 24 avril 2014 à Casablanca

La BERD et la société civile

La société civile s'est félicité de l'approche de la Banque de consulter en amont du processus d'élaboration de la stratégie pays et encourage la Banque à poursuivre son dialogue avec la société civile, partie prenante des processus de prise de décision institutionnels. Les participants ont aussi recommandé à la Banque de bâtir un partenariat avec la société civile au-delà du processus de consultation en cours compte tenu de la contribution que la société civile peut apporter au développement durable.

Standard sociaux et environnementaux

Les représentants des organisations de la société civile ont partagé leurs attentes en termes de rôle que la BERD joue en termes d'avancées dans les pratiques concernant la responsabilité sociale des entreprises, l'amélioration des pratiques environnementales et sociales, et la promotion de l'égalité entre homme et femme au Maroc. En particulier, l'amélioration de la gestion de l'eau dans le pays, et plus précisément dans le domaine agricole et industriel, est considérée comme une priorité. La BERD élabore tous ses projets en conformité avec sa Politique Environnementale et Sociale, et si un client potentiel présente des faiblesses en terme de conformité avec les exigences environnementales et sociales de la Banque, celle-ci met en place une assistance et des conseils auprès de ses clients afin que ceux-ci évitent, réduisent ou compensent cet impact négatif. Par le biais de son Initiative Stratégique Genre la BERD a développé une approche structurée en terme égalité homme / femme, afin de la systématiser dans ses activités, se focalisant sur l'accès à la finance, les services, l'emploi et les compétences.

Disparités régionales

La BERD a été encouragée à considérer les disparités régionales dans le pays comme un des critères de sélection des projets d'investissement. La région du Gharb-Chrarda-Beni Hssen dans le nord-ouest du Maroc est considérée comme une de celle les plus défavorisée et a besoin d'investissement. La BERD a reconnu l'importance de réduire les disparités régionales et a confirmé son engagement à investir parmi dans les régions dans la mesure où les projets proposés remplissent les critères d'investissement de la BERD en terme de transition, principes bancaires et additionalité.

Coopération avec les IFIs

Selon certains participants des organisations représentantes de la société civile, d'autres organisations financières internationales n'ont obtenu que des résultats marginaux en termes de développement du secteur privé, ceci à cause des difficultés enregistrées par les sociétés locales et la faible coordination entre donateurs et financiers. Chaque stratégie pays de la BERD contient une section spécifique sur la coopération entre IFIs afin d'éviter des duplications et faire émerger les synergies,

Support au PME

Les petites et moyennes entreprises (PMEs) sont la colonne vertébrale de l'économie marocaine, cependant leur taille est plus petite que celle prescrite dans la définition de

l'Union Européenne ce qui limite leur capacité à accéder au crédit. La BERD supporte le développement des PME dans les pays où elle opère et ceci en prenant en compte la taille des PME dans les pays en questions.

Transparence et responsabilité

Selon des organisations veillant à la transparence, la corruption reste un souci majeur au Maroc, et limite le plein développement de l'activité dans le pays. Face à cela, la BERD devrait promouvoir la responsabilité des sociétés publiques et privées et conduire des investigations en cas de soupçon de corruption. Dans son analyse des dossiers, la BERD conduit des vérifications sur des sociétés et regarde l'intégrité de ses possibles futurs clients. De plus, l'Office of the Chief Compliance Officer de la BERD est en charge du suivi de tout soupçon de conflit d'intérêt, corruption, confidentialité et blanchiment d'argent en lien avec les projets financés par la Banque et assure le maintien des plus hauts standards en terme d'intégrité pour l'ensemble des activités de la Banque.

La Maroc et les régions d'intervention de la BERD

Les jumelages et partenariats entre les entreprises des régions où la BERD intervient seraient bienvenus afin d'apporter de l'innovation au Maroc et une nouvelle perspective sur la façon de conduire des affaires. La BERD cependant a été encouragée à porter une attention particulière aux spécificités du pays afin de contribuer au développement durable par le biais de ses projets de financement.

Liste des organisations participantes.

1. Association AMAL- femmes en mouvement pour un avenir meilleur
2. Association Démocratique des Femmes du Maroc
3. Association IntEnt Maroc
4. Association Marocaine d'Appui pour la Promotion de la Petite Entreprise
5. Association Marocaine de l'Evaluation- AME
6. Association Marocaine pour le Journalisme d'Investigation- AMJI
7. Association Timoulily pour le Développement- ATD
8. Centre Marocaine pour l'Education Civique
9. Espace Associatif
10. Espace de Solidarité et de Coopération de l'Oriental – ESCO
11. Forum Marocain du Consommateur- FOMAC
12. Institute Marocain des Relations Internationales
13. Réseau Marocain de Défense des Biens Publics
14. Réseau Marocaine pour le Droit d'Accès à l'Information- REMDI
15. Transparency Maroc
16. Université Hassan II Casablanca, Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales
17. World Wide Fund for Nature Maroc- WWF Maroc
18. Group de Travail pour l'Environnement